

« **RESTONS GROUPES** »

Le lien hebdomadaire électronique d'infos des élus régionaux communistes de Rhône-Alpes

Face à un dialogue social atone et à la multiplication des réformes, CGT, FSU et Solidaires appellent les agents à une journée de grève, le 21 janvier. Dans l'éducation nationale, l'Unsa et le SGEN-CFDT se joignent au mouvement.

« Le plan social le plus important en France aujourd'hui, ce sont les services publics » - CGT, FSU et Solidaires appellent à une nouvelle action d'ensemble des fonctionnaires cette semaine. Ce jeudi 21 janvier les employés de la fonction publique territoriale, les employés communaux et départementaux, la fonction publique d'État, notamment les enseignants et les hospitaliers seront dans la rue pour exprimer leur ras-le-bol.

Le groupe des élus communistes de la Région Rhône-Alpes ne sera aux côtés des grévistes jeudi pour signifier à ce gouvernement que nous ne lâcherons pas prise et continuerons à nous battre.

Suite page 2

Edito de Gilles RAVACHE, Président du Groupe Communiste

HAÏTI : l'urgence

Les Conseillers régionaux communistes s'associent à l'appel du **Secours Populaire Français** qui s'est immédiatement mobilisé après l'annonce du séisme. La force du séisme et l'ampleur des ravages font redouter des milliers de victimes et, dans ce pays, qui est l'un des plus pauvres du monde sinon le plus pauvre, ce sont encore les plus démunis qui vont souffrir le plus de cette catastrophe. Cette aide immédiate sera possible grâce aux fonds débloqués par le Secours Populaire Français. Une mission de solidarité se prépare actuellement et se rendra sur place dans les prochains jours pour remettre directement à leurs partenaires haïtiens les premières sommes rassemblées et identifier avec eux les besoins des sinistrés.

Le Secours Populaire Français en appelle à votre solidarité et si vous désirez participer concrètement :
Envoyez vos chèques à l'ordre du
Secours Populaire Français
en indiquant « Urgence Haïti » au

Secours Populaire Français,
57 rue Edouard Herriot
69 002 Lyon

LA PRIORITE DE LA SEMAINE

GREVE NATIONALE JEUDI 21 JANVIER 2010

Face à un dialogue social atone et à la multiplication des réformes, CGT, FSU et Solidaires appellent les agents à une journée de grève, le 21 janvier. Dans l'éducation nationale, l'Unsa et le SGEN-CFDT se joignent au mouvement.

Voir page 10 les lieux
de rendez-vous

Groupe Communiste – Conseil Régional
78 route de Paris
69260 Charbonnières les Bains
Tel – 04.72.59.40.79 /fax – 04.72.59.44.67
pc@rhonealpes.fr

www.pcf-rhonealpes.fr

Salaires et grilles indiciaires, suppressions d'emplois dans le cadre de la révision générale des politiques publiques (RGPP) sont au cœur des revendications des fonctionnaires. Visée également, la loi dite de mobilité et des parcours professionnels, votée fin juillet 2009 et qui remet en cause la garantie de l'emploi pour l'ensemble des fonctionnaires. Les réformes territoriales, celles des administrations de l'État dans les territoires, celle des collectivités locales et la taxe professionnelle sont également dans le viseur. Avec la réforme des retraites qui voudrait obliger les infirmiers et infirmières à travailler jusqu'à 60ans (encore 5 ans de plus), ce gouvernement va toujours plus loin dans le mépris des travailleurs. Malgré la pénibilité reconnue de ces professions, la logique de rentabilité dépasse celle d'épuisement des femmes et des hommes au travail, c'est scandaleux !

Au lieu de développer davantage les capacités d'intervention publique pour plus de justice sociale et de solidarité, le gouvernement Sarkozy les verrouille pour privilégier toujours plus le recours au privé. C'est pourtant précisément pour pallier à la crise sociale que connaissent les populations, qu'il faudrait avoir l'intelligence de tout mettre en œuvre pour développer des services publics de qualité. Garants de l'intérêt général, les services publics sont les meilleurs moyens de lutte contre les inégalités sociales. De même, la Région Rhône-Alpes ne serait rien sans ses fonctionnaires, personnels des Lycées, du siège et des Espaces régionaux.

Comme le fait remarquer Baptiste Talbot, secrétaire général de la fédération CGT des services publics : « Les collectivités territoriales assurent 75 % de l'investissement public du pays et la taxe professionnelle représente la moitié de leurs ressources ». Il voit dans la réforme des collectivités locales « une entreprise de recentralisation » visant à « imposer la réduction massive des dépenses publiques et à la mise en concurrence des territoires ».

Il y a urgence à inverser cette tendance. Il y a un an, le 29 janvier 2009, nous étions déjà des milliers dans la rue à l'appel de l'ensemble des organisations syndicales pour la défense des salaires, de l'emploi, de la retraite, des droits à la santé pour tous et la défense des services publics. Depuis, le mécontentement a gagné de nombreux autres rangs. Nous devons continuer à porter haut nos exigences et ne pas relâcher la mobilisation face aux coups du gouvernement Sarkozy.

1 - L'Info de la Semaine

3 - L'Info de la Semaine

VEILLE ECONOMIQUE TERRITORIALE

n° 10



DOSSIER
EMPLOI

Ain

01- Entreprises sous surveillance

Les chiffres de l'emploi restent dégradés dans le département, comparés à ceux de la région. On constate notamment une forte augmentation du nombre de demandeurs d'emplois sur un an (+ 31,6 % contre 27,6 % à l'échelle de Rhône-Alpes. (Source Pole emploi).

Renault Trucks : Une ligne d'assemblage expérimental est en cours de création sur le site de Bourg en Bresse. Ce projet à vocation Recherche et Développement est une première mondiale dans le domaine du véhicule industriel. Cette ligne permettra de pré-industrialiser les nouvelles gammes de poids lourds et ainsi s'adapter aux contraintes réglementaires, techniques et environnementales toujours plus fortes dans la fabrication de ses camions. Le projet a été labellisé par le pôle de compétitivité VIAMECA. Pour mener à bien son projet collaboratif H&DL (Hybrid alternative energy et Développement Line) qui pourra recevoir tout type de fabrication, y compris les véhicules à énergies alternatives, Renault Trucks s'est associé à différents partenaires au sein du pôle de compétitivité Viameca (ANCI, A+Tourtellier Systèmes, IFMA et ARTS). Le projet bénéficie du soutien financier de l'Etat, de la Région Rhône-Alpes et du département de l'Ain.

MECAPLAST (189 personnes sur le site d'Izernore, équipement automobile - Injection) Perspective de rachat du site d'Izernore par le groupe François Champier (GRC) avec une reprise de 20 salariés. Mecaplast vient de bénéficier de l'entrée du fonds stratégique d'investissement dans son capital.

Ardèche

07 - Entreprises sous surveillance

L'évolution du chômage s'est stabilisée depuis le mois de mai 2009. Sur un an, parmi les départements de Rhône-Alpes, l'**Ardèche connaît l'évolution de la situation du marché du travail la moins dégradée** (+ 15,9 % comparé à + 27,6 % en Rhône-Alpes). En terme d'activité, **certains secteurs progressent comme l'industrie de la bijouterie**, sous l'effet d'une demande plus active à l'approche de la fin de l'année, et l'industrie automobile qui bénéficie d'une légère évolution de son niveau d'activité même s'il demeure toujours bas. L'industrie agro-alimentaire connaît quant à elle une progression soutenue de son activité depuis deux mois. D'autres secteurs en revanche, dont certains sont en fort repli sur un an, **éprouvent plus de difficultés comme le secteur de l'industrie textile habillement**, dans lequel la mise en place de périodes de chômage partiel est toujours d'actualité, compte tenu de l'étroitesse des carnets de commandes et d'une visibilité qui ne dépasse généralement pas un mois. De même, **le commerce de détail**, hors produits non alimentaires, souffre du faible niveau de consommation actuel des ménages et le secteur de la construction et de l'immobilier, en proie aux inquiétudes en particulier chez les professionnels du second œuvre, malgré une atténuation du ralentissement de l'activité (Source : Trésorerie générale de l'Ardèche)

Depuis le début du dispositif, **93 entreprises en Ardèche ont saisi le médiateur du crédit** (flux régulier de 2 nouveaux dossiers par semaine). 78 dossiers ont été acceptés et pris en charge, 69 dossiers sur les 78 déclarés éligibles ont été clôturés avec une issue positive, soit un taux de médiations réussies de 84 %. Le secteur du BTP second œuvre rencontre davantage de difficultés de financement et le niveau d'activité continue de se dégrader. Il est à craindre une augmentation des dépôts de dossiers émanant de ce secteur au cours des prochaines semaines.

LEON CHAILLOT (Industrie agroalimentaire – salaison, 47 salariés) En liquidation judiciaire actuellement, un projet de reprise est en cours d'acceptation avec un soutien du département sous forme d'avance remboursable. Le projet est porté par une entreprise de la filière de porcs de montagne qui rachèterait le mobilier et louerait les bâtiments, et reprendrait une dizaine de salariés.

Drôme

26 - Entreprises sous surveillance

Sur un an, la Drôme a enregistré une augmentation du nombre de demandeurs d'emplois de 19,7 %, contre 27,6 % en moyenne en Rhône-Alpes. 450 liquidations judiciaires ont été enregistrées entre septembre 2008 et août 2009, soit + 19 % de défaillances d'entreprises (contre 30 % en moyenne en Rhône-Alpes). Globalement, les entreprises drômoises ont mieux résisté avec 39 entreprises engagées dans une procédure de chômage partiel soit 1830 salariés.

A fin octobre 2009, 170 entreprises drômoises avaient bénéficié de la médiation du crédit (24 M€ distribués, 4220 emplois préservés dans les TPE) (Source : veille presse ERA 26).

RITM (141 salariés, fabrication de machines pour des textiles techniques) : projet de cession suite à des difficultés de trésorerie. L'entreprise est toujours en attente d'une recapitalisation. Les mesures de chômage partiel se poursuivent. Le 11 janvier 2010, l'entreprise a été placée en redressement judiciaire avec une période d'observation de 6 mois. Plusieurs repreneurs sont déjà sur les rangs. RITM fait partie du textile Drôme/Ardèche (qui représente environ 4000 emplois). Un courrier des exécutifs locaux, départementaux ou régionaux a été adressé au Ministre de l'Industrie pour alerter sur le risque de liquidation judiciaire et pour solliciter le FSI.

AREVA Tricastin (Usine Eurodif, 2800 salariés, énergie nucléaire) : Faute d'un contrat de signature avec EDF pour la période 2011/2012, 500 emplois sont menacés dans l'usine d'enrichissement d'uranium d'Areva au Tricastin (entre Drôme et Vaucluse). Fin janvier, une décision sera prise concernant un éventuel accord sur la réduction de la production en 2 ans et non dès 2010, de manière anticipée, comme cela a pu être envisagé.

38 - Entreprises sous surveillance

351 entreprises iséroises ont fait appel à la médiation du crédit :

- ◆ 52 millions d'euros d'encours de crédit ont été traités en médiation en Isère depuis le lancement du dispositif (novembre 2008)
- ◆ 72 % des dossiers déposés ont été acceptés en médiation en Isère (contre 64 % au plan national)
- ◆ 3184 emplois ont été préservés en Isère soit 1,9 des emplois préservés au plan national
- ◆ 92 % des entreprises ayant fait appel à la médiation sont des TPE ou des PME de moins de 50 salariés
- ◆ Par secteurs d'activités, 16 % le BTP (21 % en moyenne nationale), 22 % les services (31 % en France) et 25 % pour l'industrie (15 % au plan national)

Karting : (Industrie textile et habillement, 86 personnes) : mise en œuvre d'un plan de sauvegarde de l'emploi qui prévoit la suppression de 30 postes. Le Comité d'entreprise a saisi un expert pour étudier les comptes de l'entreprise, car ses membres disent soupçonner une « restructuration pour motif financier ».

Yahoo France (212 salariés en France, 71 en Rhône-Alpes, Services informatiques) : Contexte économique difficile pour le marché publicitaire (chutes des commandes publicitaires). Vaste projet de réorganisation pour optimiser et réorganiser les activités d'ingénierie, actuellement dispersées dans 19 pays sur 42 sites différents, et consolider les plateformes d'ingénierie sur 4 centres d'excellence dans le monde. Fermeture prévue du site d'ingénierie d'Echirrolles en juin 2010 avec la suppression de 71 postes. Dans le cadre du PSE, des mesures de reclassement en interne seront proposées aux salariés licenciés. Les salariés du site sont en grève.

Tyco Electronics (240 personnes, fabrication de composants électroniques pour l'industrie automobile) : Suite à la fermeture du site le 31 décembre 2009, une convention de revitalisation est en cours de négociation – enjeu local pour l'emploi

42 - Entreprises sous surveillance

En 2009, le nombre de procédures engagées par le Tribunal de commerce de Saint Etienne Montbrison a augmenté de 55 % (contre 30 % en moyenne en Rhône-Alpes). Du fait de l'accélération des difficultés conjoncturelles, 6 nouvelles conventions de revitalisations sont en cours de négociation, parmi les entreprises concernées : GPV, ACKERS, SIEMENS (source veille presse ERA 42)

Borg Warner : (Fabricant de bougies d'allumage pour l'automobile, 316 personnes en Rhône-Alpes) projet de supprimer 57 emplois pour permettre une économie de 2 M€ par an en attendant la mise en production, d'ici à 3 ans, d'une nouvelle technologie d'allumage à haute fréquence. Décision d'externaliser une partie du processus de production (électrode, vis terminale, traitement de surface) de l'usine de la Loire. Constat d'un recul constant du marché. En cause, le marché de la bougie d'allumage est en baisse constante en raison de l'augmentation de la durée de vie du produit. L'export représente près de 50 % des ventes, mais celles-ci ont continué à décroître en 2009.

CHEYNET : (750 personnes en Rhône-Alpes, spécialiste des tissus élastiques) : L'entreprise sort de la procédure de sauvegarde. Dans l'optique de restaurer la rentabilité de l'entreprise, d'importantes restructurations ont été menées tout au long de l'année 2009. Fermeture de 4 usines (dans la Loire et l'Isère), transfert et nouvelles répartition de l'activité. 250 emplois ont été supprimés

JTEKT (Saint Etienne, 152 personnes, équipementier automobile, systèmes de direction assistée) : annonce de la suppression de 8 postes à Saint Etienne malgré des commandes et des projets pour 2010 et 2011.

SULLAIR EUROPE (112 personnes, fabrication de compresseurs d'air et outillage pneumatique pour le BTP et l'industrie) : fermeture du site au 3^{ème} trimestre 2010 suite à un projet de réorganisation majeur. Les marchés de la construction et de l'industrie ont été sévèrement impactés par la crise, ce qui a conduit à une baisse de 30 à 40 % des commandes. Situation de surcapacité et obligation de réorganiser les sites. Accompagnement social des personnes licenciées prévues dans le cadre de la concertation avec la CE pour élaborer le plan de sauvegarde pour l'emploi.

Rhône

69 - Entreprises sous surveillance

Les effets de la crise économique sur les acteurs économiques de l'agglomération lyonnaise et globalement du département du Rhône ont été observés avec un certain décalage dans l'année 2009 comparé à Rhône-alpes. Les secteurs textile-habillement, chimie, des biens d'équipement et de la construction de véhicules lourds sont les secteurs qui connaissent une dégradation du nombre d'emploi. 41 % des entreprises déclarent toujours ne pas percevoir de signe de reprise. Mais parallèlement, 55 % des entreprises déclarent avoir été épargnées par la crise (Source : CCI de Lyon)

La plateforme Saint Exupéry a plutôt bien résisté à la crise puisqu'à fin novembre, le trafic cumulé s'affichait en baisse de seulement 2,7 % (Source : presse économique)

BOSCH : (Vénissieux, 660 personnes, industrie automobile et fabrication de matériel de transport) : Baisse de 40 % du Chiffre d'affaires par rapport à 2008. La direction du site a annoncé aux 660 salariés du site que les effectifs seraient réduits de 200 postes. Pour l'instant, elle n'envisage pas de procéder à des « licenciements secs » mais de recourir à un plan de départs anticipés à la retraite et un plan de départs volontaires. Les mesures de chômage partiel se poursuivent. Les représentants du personnel s'inquiètent sur la pérennité du site. La Direction serait d'ailleurs à la recherche d'un repreneur.

Savoie

73 - Entreprises sous surveillance

Sur l'année 2009, les liquidations judiciaires ont connu une augmentation de l'ordre de 37 %, soit 1360 salariés. 45 entreprises ont été confortées dans leurs activités par la médiation du crédit.

En Savoie, 30 % des dossiers sont issus des entreprises du BTP (contre 18 % en moyenne sur la région)

Haute-Savoie

74 - Entreprises sous surveillance

Les chiffres de l'emploi restent dégradés dans le département, comparés à ceux de la région. On constate notamment une forte augmentation du nombre de demandeurs d'emplois sur un an (+ 6,7 % contre 27,6 % à l'échelle de Rhône-Alpes). (Source Pôle Emploi).

IPH Développement : (Conception et fabrication de moules à haute précision, injection, assemblage, 37 personnes) : Liquidation et fermeture du site avec continuité d'activité jusqu'au 2 février – annonce brutale de la décision de fermeture par la direction sans signe annonciateur. Rachat de l'entreprise en 2003 mais faiblesse des investissements depuis et perte de compétitivité.

Mobilisations 2010 ! Mobilisations 2010 ! Mobilisations 2010 !

Dès maintenant, engageons le débat citoyen sur les retraites !

Par Jean-Michel Bochaton, conseiller régional de la Drôme

Nous sommes tous prévenus, le locataire de l'Élysée nous l'a annoncé lors de ses « bons vœux » du soir du réveillon de fin d'année, 2010 sera l'année de « discussions » du dossier des retraites. Prudemment, la patronne du Medef, Fillon et Sarko renvoient les négociations après mars pour ne pas mettre ce brûlot dans les mains des citoyens, considérant que la transparence sur un tel dossier nuirait au projet de recul social dont ils rêvent secrètement.

Sur le sujet, chacun y va de la sienne. Philippe Bas, l'ancien ministre de la santé de Raffarin aurait trouvé, dit-il, une idée géniale ... En plus de la journée de Pentecôte piquée aux salariés et non rémunérée, il propose une 2^{ème} journée gratuite « style Pentecôte » pour financer les maisons de retraite !

Il faut dire que déjà, le bilan est catastrophique, conséquence des pressions ultra libérales de la commission européenne qui prône sans relâche la baisse des déficits publics, qui pousse aux remises en cause des droits à la retraite des salariés de toute l'Europe, qui vise à transférer la cagnotte des retraites dans les mains des assureurs et des banques via la retraite par capitalisation.

Que nous disent ceux qui sont déjà à la retraite ? Que leur pouvoir d'achat baisse de plus de 1% chaque année ce qui totalise une baisse de -22 % par rapport au SMIC depuis 1993 ! Ils sont 53% à disposer d'une retraite de moins de ou équivalent à 1200€. Que 64 % des femmes perçoivent moins de 900€.

Bernard Thibaut, lors du congrès de la CGT à Nantes a donné le ton en réponse à ce qui se trame : « *L'avenir des retraites sera au cœur de l'affrontement social en 2010. Nous sommes bien décidés à en faire le marqueur de la volonté de résistance des salariés. Croyez bien que nous jouerons une partie décisive qui implique l'engagement solidaire de toutes les forces du syndicalisme* ».

On peut aussi dire que les 2 mois qui viennent peuvent utilement être mis à profit pour mettre ce dossier et ses enjeux en pleine lumière en y associant salariés, précaires, chômeurs, syndicalistes.

Des propositions sont à affirmer et à mettre en débat :

- ◆ Il y a urgence à imposer l'arrêt des exonérations massives des cotisations sociales. Cadeau de l'Etat aux entreprises qui tire les salaires vers le bas, vide les caisses de retraites, ne participe en aucune façon à la lutte contre le chômage.
- ◆ **Il n'est pas question d'augmenter encore le nombre de trimestres cotisés pour avoir droit à la retraite qui pour nous, doit être à 60 ans pour tous. Pourquoi devrait-on travailler au-delà alors que les jeunes générations galèrent pour pouvoir trouver un travail et se faire une place dans la vie ?**
 - **Articuler la retraite par répartition en liant solidairement :**
 - **La création de richesse (la production utile au pays : 1% de croissance en plus c'est 2,5 milliards d'euros en plus dans les caisses de la protection sociales sécu-retraite),**
 - **Le financement de la protection sociale (1% de hausse de salaire représente 2,5 milliards d'euros de cotisations dans les caisses de retraite.**
 - **100.000 chômeurs en moins c'est 1,3 milliard de cotisations en plus, près de la moitié de ces cotisations étant destinées aux caisses de retraites.**

- Nous proposons de moduler les taux de cotisations baissant celles qui embauchent, forment, investissent et taxant plus fortement celles qui délocalisent, licencient ou réduisent leur investissement.
- **Nous proposons de taxer les produits financiers à la même hauteur que les cotisations des salariés.**
- La lutte contre la précarité, l'intérim, les CDD, les missions courtes doit être une priorité. Une Sécurité d'Emploi et de formation doit être instaurée pour garantir un vrai parcours professionnel garant d'un revenu et donc de cotisations.
- **Enfin une hausse conséquente des bas et moyens salaires ainsi que des pensions est une urgence sociale qui, outre qu'elle permettrait à tous de joindre « les 2 bouts », participerait à renflouer les caisses de retraite.**

On le sait, depuis 1993, la méthode utilisée par le Medef et ses relais politiques ou syndicaux s'appuie sur la division, sur le mensonge et sur l'ignorance de l'existence des montants des capitaux spéculatifs qui échappent à la cotisation pour la protection sociale.

On le voit, dénoncer et décrypter la logique individualiste de la capitalisation (qui est l'apologie de la loi de la jungle et qui est une solution que pour ceux qui « auront les moyens »), c'est participer à donner des arguments forts pour aider salariés et retraités à défendre et améliorer ensemble et collectivement ce droit fondamental.

Patron et UMP ont décidé la date et concoctent les modalités. A nous de ne pas attendre pour engager dans tout le pays de multiples initiatives permettant de donner corps et vie au bel outil que nous ont légué les fondateurs du Conseil National de la Résistance. Mobilisation générale, résistance et construction collective voilà notre feuille de route.

3 - L'Info de la Semaine

Retraites des infirmières

Par le Groupe communiste

La décision de la Ministre de la Santé, Madame ROSELYNE BACHELOT-NARQUIN de conditionner la revalorisation de la profession d'infirmière, au recul de l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans contre 55 à l'heure actuelle, constitue une négation sans précédent de la pénibilité de cette profession.

Agissant ainsi, le Gouvernement donne l'impression de vouloir troquer une augmentation légitime du pouvoir d'achat des infirmières, contre une exposition prolongée à des conditions de travail de plus en plus dégradées et stressantes, dont les conséquences pèsent sur la qualité de vie des personnels concernés, et peut être même sur leur espérance de vie.

Cette démarche est naturellement à mettre en relation avec l'échec des négociations sociales sur la reconnaissance de la pénibilité. Un échec entièrement imputable au MEDEF qui, pour rendre impossible tout départ anticipé à la retraite, a exigé des conditions si restrictives qu'elles étaient impossibles à réunir.

En réalité, la seule préoccupation du MEDEF comme du Gouvernement, curieusement absent de ces négociations, est de tout mettre en œuvre pour que 2010 soit l'année de l'allongement de l'âge légal à la retraite, préférant éviter le débat de fond qu'est celui du financement de notre système de protection sociale.

Visite de Bernard ACCOYER à l'hôpital de Tournon

Par François Jacquart, Conseiller régional d'Ardèche

Samedi 16 janvier dernier, à l'occasion du rassemblement organisé à Tournon par les collectifs de défense des usagers des hôpitaux, François Jacquart a été reçu avec une délégation par le président de l'Assemblée Nationale venu inaugurer les nouveaux locaux de ce qui reste de l'hôpital de Tournon (plus de maternité, plus de chirurgie...).

"Je n'ai pas participé à l'inauguration compte tenu qu'il s'agit là plus d'une visite politique d'un représentant de l'UMP que du Président de l'Assemblée Nationale. Toutefois à cette occasion, j'ai pu attirer plus particulièrement son attention sur le désastre sanitaire qui s'organisait sur le territoire ardéchois et souligner tout particulièrement l'absence de plus en plus criante de médecins généralistes ou de spécialistes sur une majorité du département l'Ardèche".

Cette délégation était composée d'un représentant CGT des hospitaliers ardéchois, de la présidente du comité de défense des usagers de l'hôpital d'Aubenas et un représentant des usagers du bassin de Tournon.

4 - L'Info de la Semaine

**Rencontre entre Madame Rose Anne Baccichetti, Monsieur Hamid Rezaï
représentants régionaux du Secours Populaire Français**

et

**Mesdames Sabiha Ahmine et Annie Anselme, représentantes du Groupe
Communiste du Conseil Régional Rhône-Alpes**

Compte-rendu rédigé par Annie ANSELME, Conseillère régionale de HAUTE-SAVOIE

Inutile de présenter aux lecteurs de Restons Groupés, le rôle joué par le Secours Populaire Français : association de solidarité concrète, de mouvement d'éducation populaire, de témoin critique des inégalités sociales, de fédérateur des peuples, lieu de ressources sur les problèmes humains. Depuis 2008 le Secours Populaire Français permet à des milliers de personnes, par l'intermédiaire des cahiers intitulés « *le dire, pour agir* », de prendre la parole pour construire l'avenir de la solidarité.

Le Secours Populaire Français en région c'est **6400 bénévoles, 86 comités locaux, 120 lieux d'accueil et de solidarité...**

Et un témoignage : le Secours Populaire Français alerte : la pauvreté augmente sans cesse depuis quatre ans dans notre région.

Depuis 2001, un partenariat s'est engagé entre le Secours Populaire et le Conseil Régional et en 2007, un contrat d'objectif et de moyens a été signé et mis en œuvre pour un montant total de 90 000 € jusque fin 2009. Ce contrat permet de pérenniser les actions du Secours Populaire sur la Région :

- 1) **Les journées des oubliés des vacances** qui ont concerné trois mille personnes en 2009. Rappelons qu'en France un enfant sur trois ne part pas en vacances.
- 2) **Des formations de bénévoles :** 9 formateurs régionaux forment environ 200 bénévoles par an sur la connaissance du SPF, le travail en réseau....
- 3) **Des projets de solidarité mondiale :**
 - a) **Au Nicaragua**, un projet concernant 4000 personnes sur un budget total de 900 000 € pour sortir de la pauvreté en les aidant à s'auto organiser, en leur permettant d'acquérir une autonomie alimentaire et en les aidant à vendre l'éventuel surplus de production alimentaire. Ce projet est cofinancé par l'UE, les municipalités de Vaulx en Velin, Beson dans le Val d'Oise, des mutuelles....
 - b) **Deux projets post tsunami** dont la réalisation d'un centre de santé...

- c) **En Iran** en liaison avec l'association YARI s'occupant d'un lycée agricole pour filles, projet qui a permis la construction d'un centre social. Cette année 32 élèves de ce lycée sur 38 ont été admises à l'université.

4) La centrale de collecte de produits à Fontaine qui redistribue pour environ 2 millions d'euros de denrées. Elle permet d'assurer tout au long de l'année une solidarité alimentaire et vestimentaire d'envergure et de réagir de manière rapide aux cas de catastrophes : exemple : 33 palettes sont prêtes à partir en Haïti.

A propos d'Haïti : le Secours Populaire Français en appelle à votre solidarité et si vous désirez participer concrètement : envoyer vos chèques à l'ordre du Secours Populaire Français en indiquant « urgence Haïti » au Secours Populaire Français, 57 rue Edouard Herriot 69 002 Lyon.

Le Conseil Régional va débloquer 40 000 € pour Haïti.

Les élu-e-s du groupe communiste indiquent aux représentants du Secours Populaire leur volonté d'appuyer la signature d'un nouveau contrat d'objectifs et de moyens pour les années suivantes. Le Secours Populaire a déjà fait parvenir une lettre à Jean Jack Queyranne en ce sens, le groupe soutiendra ce projet et un budget conséquent pour ce faire.

Enfin les élus du groupe assurent les représentants du Secours Populaire de leur participation active à leur journée de réflexion qu'il désire organiser **le 29 mai 2010** sur la qualité de la solidarité, l'accueil et les obstacles et approuvent leur volonté qu'elle ait lieu dans les locaux du Conseil Régional.

Les élus leur proposent de participer à une audition le lundi 8 février pour que le Secours Populaire fasse des propositions pour l'avenir.

Enfin la délégation régionale du Secours Populaire fait part de sa difficulté à trouver gratuitement un bureau d'une quarantaine de mètres carrés pour le travail de coordination régionale. Alors avis aux lecteurs de RG !

4 - L'Info de la Semaine

Pour l'annulation des dettes d'Haïti

par Sabiha AHMINE, Conseillère régionale du Rhône

A l'invitation d'associations caribéennes, des Dom-Tom et Latino américaine, j'ai participé, le 16 janvier 2010, à une messe à la cathédrale de Fourvière de Lyon en solidarité avec les victimes du terrible tremblement de terre qui vient de frapper Haïti. A ce jour, ce séisme de niveau « 7 » a fait plus de 70.000 morts, des dizaines de milliers de blessés et des millions de sinistrés. On estime à 200.000 le nombre des victimes.

Cette rencontre est un moment émouvant fort de témoignage et de pensée pour ce peuple frère meurtri dans sa chair comme dans son âme et qui se bat dignement contre le sort de la nature et de l'histoire. A ce propos nous saluons la mobilisation internationale et l'élan de solidarité en cours, en particulier en France avec des ONG comme le MSF, Médecin du Monde ou le Secours Populaire Français, que nous avons rencontré récemment à la Région sur cette question.

(...)

En effet, aujourd'hui il est de notre devoir d'aider Haïti à se relever contre le sort de la nature et contre celui de l'histoire. Aider Haïti à se battre contre la fatalité de la nature, car la particularité de ce séisme est qu'il s'est produit à la surface, dont l'épicentre est au cœur même de la capitale. Détruisant ainsi l'ensemble de l'infrastructure politique et logistique. L'onde de choc s'est propagée très vite et elle a été ressentie de façon intense, y compris à la République de Saint-Domingue et à Cuba, notamment à Santiago et à Guantanamo.

Il est de notre devoir aussi d'aider Haïti qui ne cesse de lutter contre une histoire injuste, contre l'hypocrisie capitaliste et contre un sous-développement involontaire. Ancienne colonie française, qui était la première à abolir l'esclavagisme et à arracher sa liberté en 1804. Une révolution qui a servi de référence à Bolivar et sert encore de modèle à bien d'autres révolutions de décolonisation ou de libération de la dictature en Amérique Latine dont Cuba.

Mais depuis Haïti a dû payer chère cette indépendance. Elle est aujourd'hui l'un des pays des plus pauvres, des plus endettés et des plus instables de la planète. Un peu d'histoire : en 1825, la France exige du jeune gouvernement Haïtien fraîchement indépendant un dédommagement des anciens colons par le paiement d'une somme de 150 millions de Francs or, équivalent à 21 milliards de dollars actuels, pour reconnaître l'indépendance du pays et renoncer à une nouvelle occupation. Cette dette faramineuse a plongé le pays dans la misère et peut être considérée comme l'une des causes du sous-développement actuel du pays.

Ajouté à cela, durant de longues décennies au XXe siècle, soit ce pays a connu des périodes d'instabilités politiques, soit il a appartenu aux créanciers qui appuyaient un régime dictatorial. Une instabilité politique (corruption, violence...) entretenue, surtout depuis les années 60, par les USA pour défendre ses intérêts stratégiques dans la région contre Cuba la Rouge.

Ainsi au lieu de valoriser la démarche humaine et le combat pour les Droits de l'Homme dans ce pays, on évoque souvent à sa place la sauvagerie et la violence qui seront les caractéristiques politico-médiatiques souvent assimilées aux Haïtiens. Et jusqu'à présent, Haïti doit rembourser d'énormes sommes au FMI, et aux organismes financiers associés. Aujourd'hui, il faut reconstruire le pays parce qu'il est dépossédé de ses moyens. L'urgence est au renforcement de l'élan de solidarité. Plus ce que jamais, tous les dons sont nécessaires. Mais il est fortement important de lutter pour l'annulation des dettes d'Haïti : totalement, sans conditions et immédiatement. A titre de rappel la totalité de la dette publique extérieure d'Haïti est un cas typique de dette odieuse. Elle doit être annulée de suite sans conditions. Selon la Banque mondiale, cette dette dépasse les 1500 millions de dollars. Le service de la dette, à savoir le capital et les intérêts remboursés, à lui seul atteint la somme considérable de 321 millions de dollars par an.

4 - L'Info de la Semaine

Face à un dialogue social atone et à la multiplication des réformes, CGT, FSU et Solidaires appellent les agents à une journée de grève, le 21 janvier. Dans l'éducation nationale, l'Unsa et le SGEN-CFDT se joignent au mouvement.

LES RENDEZ-VOUS REGIONAUX :

Ain :
Bourg en Bresse, Champ de Foire, 14h30
Loire :
Saint-Etienne, Bourse du travail, 10h30
Rhône :
Lyon, Place Jean Macé, 10h30
Ardèche :
Privas, Préfecture, 10h30

Drôme :
Valence, Champ de Mars, 14h30
Isère :
Grenoble, Gare, 14h
Savoie :
La Sasson, 14h
Haute-Savoie :
Annecy, Préfecture, 14h30.

7 – Les sorties de nos élu(e)s

Travaillé par les collaborateurs du groupe communiste en début de semaine, l'agenda des élus du groupe communiste est susceptible d'être modifié à tout moment, tout au long de la semaine. Il n'est donné ici qu'à titre indicatif.

Marie-France VIEUX-MARCAUD
Vice Présidente aux formations initiales
mf.vieuxmarcaud@wanadoo.fr

travaille à la mairie de Vaulx en Velin. **En milieu de journée**, dans le cadre de la journée du réseau MEMORHA organisé à la Région sur le thème « Expériences et enjeux actuels des lieux de mémoires et d'histoire » elle procède à la remise du prix Régional Résistance et Déportation et retourne ensuite à Vaulx en Velin. **Jeudi 21 janvier**, elle assiste à la conférence de presse pour le lancement du Mondial des Métiers avant de manifester dans le cadre de la Grève de la fonction publique. **Ensuite** elle se rend au lycée Blaise Pascal pour le bilan 2004 -2010 du dispositif « Demain en Main ». **Vendredi 22 janvier**, elle reçoit avec le groupe un délégué syndical au sujet du lycée Chervet (Roanne), **ensuite** elle participe aux vœux du groupe communiste à l'ensemble du personnel de la Région Rhône Alpes.

Danielle LEBAIL
Conseillère régionale du RHONE
danielle.lc@wanadoo.fr

Lundi 18, Danielle travaillera à la Fédération **toute la journée**. **Le soir**, elle se rendra à la cérémonie des vœux de la ville de Pierre-Bénite. **Mardi 19** : **le matin**, elle se rendra à Belleville pour participer à une table ronde de l'entreprise Dietal, situation en liquidation judiciaire. **L'après-midi**, elle animera le Collectif d'Animation

Départemental, à la Fédération. **Puis**, elle assistera à une réunion des associations participant au Cercle du Silence, sur les centres de rétention administrative des sans-papiers, à Villefranche. **Dans la soirée**, elle se rendra à une réunion publique à Neuville-sur-Saône, sur les problèmes d'accueil (diversification des sections, extension du Lycée), que connaît le Lycée Rosa Parks. **Mercredi 20** : elle assistera à la cérémonie de réception des vœux, à la Sous-préfecture de Villefranche, puis à la commission « Culture & Jumelages » de Villefranche. **Jeudi 21** : elle se rendra à la cérémonie de réception des vœux de l'imprimerie Public Imprim, à Vénissieux. **Le soir**, elle se rendra à l'invitation de l'Office de Tourisme de Villefranche-Beaujolais, qui organise la Soirée des Ambassadeurs. **Vendredi 22** : Danielle débutera sa journée en se rendant à la Région, afin d'assister à la Commission Permanente. **A midi**, elle sera présente lors de la présentation des vœux du groupe des élus communistes. **L'après-midi**, elle assistera à la réunion du Comité du Rhône FSGT. **Le soir**, elle se rendra à la cérémonie des vœux du GAEC de Lyon et du Grand Lyon. **Puis**, elle assistera à une réunion publique sur l'eau potable, à Villefranche

Jean-Michel BOCHATON
Conseiller régional de la DROME
jbochaton@rhonealpes.fr

Ce lundi 18 janvier, Jean-Michel Bochaton travaillera sur ces dossiers régionaux concernant la Drôme. **A 14H** il fait un point avec le Directeur des Services Culture de la Communauté d'Agglomération : « Valence Agglo, Sud Rhône-Alpes ». **A 18H** il participe au bureau d'adjoint et à **19H** il rencontre l'Association des commerçants de Portes les Valence.

Mardi 19 janvier à 9H au Technosite de Briffaut Valence, il assiste au bureau de la communauté d'agglomération au titre de vice-président à la Culture. **A 11H** il participe à la présentation des cadres de tous les services de Valence Agglo. **A 18H** il sera présent aux vœux de la section du PCF de Romans. **A 10H, Mercredi 20 janvier** il participe à une conférence de presse avec plusieurs partis de gauche au bar la Bastille à Valence. **A 17H30**, il est présent à l'installation du nouveau conseil syndical de Rovaltain à Alixan. **Jeudi 21 janvier à 9H** il rencontre le nouveau directeur du Centre Dramatique National de Valence. **A 10H30** il rencontre le Président et la Directrice du LUX Scène Nationale de Valence. **A 12H** il présente les vœux au nom de la municipalité aux forains du marché de Portes les Valence. Il passe **l'après-midi** sur les dossiers « formations continues » dont il a la charge à la Région. **Vendredi 22 janvier**, il est très tôt à la Région à Charbonnières. **A 9H**, il rencontre le syndicat des CFPPA agricoles avec le groupe communiste région. **A 10H** il assistera à la Commission Permanente en plénière à la Région. **A 12H** il amènera comme chaque année, des spécialités drômoises à l'occasion des vœux aux personnels des services du groupe communiste de la Région. **A 16H**, il assistera à la galette offerte aux militants qui viennent aider à la fédération du PCF 26. **A 18H** il sera présent, aux côtés de Pierre Trapier et de ses collègues élus aux vœux de la municipalité aux Portois. **Samedi 22 janvier**, il travaillera ses dossiers en cours. **Dimanche 23 janvier de 10H à 13 H** il rencontrera des militants de plusieurs partis politiques de gauche et des militants du mouvement social à la Maison des Associations de Portes.

Françoise GERBIER
Conseillère régionale de l'ISÈRE
francoise.gerbier@numericable.fr

Venon. **Jeudi 21 janvier** à 14 h, Françoise participe à la manifestation "défense du service public". **En début de soirée**, présence à la cérémonie des Voeux de M. le Préfet. **Vendredi 22 janvier**. Commission Permanente au Conseil régional. **A midi**, participation aux Voeux du Groupe **et à 16 h** : Françoise, en tant que Maire de Venon, siègera, pour la première fois, à une réunion de Bureau de la Metro. **Samedi 23 janvier à 18 h** : Cérémonie des Voeux de la municipalité de Venon

Gilles RAVACHE
Président du Groupe communiste
Conseiller régional de Haute-Savoie
gravache@pcf.fr

Mercredi à 9h, Gilles siège à la Commission d'appel d'offre du Conseil régional. **Jeudi à 14h30**, il manifeste avec les agents de la fonction publique pour la défense du service public, des emplois, à la Préfecture de Haute-Savoie à Annecy. **Vendredi à 9h**, il rencontre les syndicats des centres de formation des apprentis de l'agriculture. **Vendredi à 10h**, il siège à la Commission permanente du Conseil régional, **puis à 12h** : présente les voeux du groupe communiste aux agents du Conseil régional

François JACQUART
Conseiller régional de l'ARDÈCHE
jacquart@wanadoo.fr

Lundi 18 janvier : 9H : réunion sur dossiers régionaux. **11H** : point presse au Conseil Général sur l'état des routes en Ardèche (désenclavement RN 102 notamment). **18H** : réunion de l'ensemble des élus de l'Ardèche Méridionale pour une présentation du dossier de la grotte Chauvet. **Mardi 19 janvier** : présence au Rallye Monte

Carlo. Gestion des dossiers fédéraux **puis à 18H** : rencontre des élus du bassin de Villeneuve de Berg. **Mercredi 20 janvier** : participation aux rencontres des amicales laïques du bassin de Crussol autour du projet "rire pour la planète". **Jeudi 21 janvier** : réunion de travail sur la présence postale. François assistera ensuite à la manifestation nationale des salariés du Service Public (**rassemblement à 10H30 devant la Préfecture**). **A 18H** : réunion de travail sur le bassin du Cheylard. **Vendredi 22 janvier** : Présence à la Commission Permanente du Conseil Régional à Charbonnières à **10H**, puis il assistera aux voeux du groupe communiste à **12H** puis réunion de travail sur le bassin d'Alba La Romaine à **18H**.

Katia PHILIPPE
Conseillère régionale déléguée à la
jeunesse et à la lutte contre les
discriminations
katia.philippe.cgrh@wanadoo.fr

Katia participera à une manifestation **ce mercredi 20 janvier à 16h** devant la Préfecture de l'Ain pour dénoncer l'expulsion de la famille BUNJAKU, **puis** elle sera en visite à la centrale du Bugey. **Jeudi 21 janvier à 14h00**, Katia sera sur Bourg en Bresse pour manifester contre la casse du service publique par le Gouvernement. **Vendredi 22 janvier**, Katia **sera toute la journée** à l'Hôtel de Région pour assister à **10h** à la Commission Permanente puis à **12h** aux vœux du groupe PC. **A 14h00**,

elle animera le comité de suivi « Charte régionale de lutte contre les discriminations et pour l'Égalité ».

Annie ANSELME
Conseillère régionale de HAUTE
SAVOIE
annieanselme@wanadoo.fr

Mercredi soir, Annie a une réunion à la fédération du PCF. Jeudi, elle participera au comité de pilotage de « Demain en Main » (j'ai demandé qu'il soit reporté du fait de la grève de toute la fonction publique pour exiger des postes) et à 12 h 30 : réunion FSU (tendance UA) à Annecy au local FSU et 14 h30 manif pour la fonction publique à Annecy. **Vendredi** : commission permanente du Conseil Régional à Charbonnières et vendredi soir, réunion de travail à Ambilly. Tous en grève jeudi !

François AUGUSTE
Vice Président à la Démocratie participative
auguste@rhonealpes.fr

Initiatives : Le 20 janvier à Grenoble, présence aux **vœux** de la Fédération du PCF. Le 21 à l'IEP de Lyon, participation à la **semaine de la migration**, organisée par le CCRASS (Comité Critique de Réflexion et d'Actions Sociales et Solidaires), sur le thème : *Engagement, militantisme, délit de solidarité* dans le

Grand Amphi. Présence aux **vœux du Groupe communiste** de la Région le 22. Le 23, rencontre sur **La Poste**, organisée par le Comité départemental contre la privatisation (collectif composé d'élus et d'usagers) à Meylan.

Réunions : Le 22 à la Région, **Commission permanente**.

Patrice VOIR
Conseiller régional de l'ISÈRE
voir.patrice@wanadoo.fr

Lundi 18 janvier, Patrice participera **le midi** en mairie de Grenoble à une réunion de travail Eco UR Insertion RI. **L'après-midi** il assistera à une réunion des présidents de groupe de la majorité. **A 16H00**, il sera en Municipalité. **Mardi midi** il animera la réunion de groupe des élus communistes de Grenoble **puis** participera à une réunion avec les

services de la Ville. **Mercredi** il sera à Paris où il participera à une réunion sur la santé scolaire. **Le soir** il assistera à la cérémonie des vœux de la Fédération avant de se rendre à l'hôpital Michallon où il effectuera sa nuit aux urgences. **Jeudi** il participera au Conseil d'Administration du CCAS et travaillera de nouveau de nuit à l'hôpital. **Vendredi** il se rendra à Charbonnières pour assister à la commission permanente et aux vœux du groupe communiste. **Le soir** il participera à l'assemblée générale de la section de Grenoble